

## Référendum déposé contre les ouvertures dominicales

**Économie** À Genève, les **syndicats** et les partis de gauche ont déposé mercredi leur référendum contre la modification de la loi sur les horaires d'ouverture des magasins (LHOM), qui prévoit une ouverture des magasins deux dimanches par an. Plus de 8000 signatures ont été récoltées, a indiqué Yan Giroud, d'Unia Genève.

Au bout du lac, pour qu'un référendum aboutisse, il faut présenter 4200 signatures valables. La marge dont dispose le comité référendaire est donc importante. Selon Yan Giroud, la votation sur ces ouvertures dominicales des magasins pourrait avoir lieu en novembre en cas de validation des paraphes.

Les Genevois se sont déjà écharpés à plusieurs reprises sur l'ouverture des commerces certains dimanches. En 2016, le souverain avait accepté que les magasins soient ouverts trois dimanches par an, à condition qu'une convention collective de travail (CCT) étendue existe dans la branche. Or celle-ci n'a jamais vu le jour. En 2019, les Genevois acceptaient une loi expérimentale de deux ans pour permettre ces trois ouvertures dominicales annuelles sans CCT. La pérennisation de ce régime avait toutefois été attaquée par référendum et l'expérience avait pris fin deux ans plus tard, en 2021.

### Un travail déjà astreignant

Pour le comité référendaire, ces deux ouvertures dominicales dégraderaient des conditions de travail déjà difficiles dans la vente, où les employés sont souvent occupés six jours par semaine, avec parfois de longues journées de labeur. Introduire les dimanches pendant les fêtes empêcherait toute vie de famille pour le personnel.

Les partisans du changement de régime mettent en avant les problèmes rencontrés par le commerce local. Ce dernier doit tenir compte d'une rude concurrence des enseignes françaises. Les magasins du cru souffrent aussi de l'essor des achats en ligne.

Des arguments qui n'émeuvent pas le comité référendaire. Pour la gauche, les difficultés du commerce genevois ne sont pas dues aux heures d'ouverture, mais au pouvoir d'achat des ménages. (ATS)